

Collectif de la campagne francophone
" Total pollue la démocratie ; stoppons le TOTALitarisme en Birmanie "
c/o Ligue des Droits de l'Homme
138, rue Marcadet
75018 PARIS

Paris, le 2 mai 2005

Monsieur Thierry Desmarest
PDG de Total
2, Place de la Coupole
92200 COURBEVOIE

Fax: +33 (0) 1 47 44 20 14

Monsieur le Président Directeur Général,

Ayant souscrit à l'achat d'actions Total, nous souhaitons donner notre opinion sur les activités du groupe sur deux points à propos de la situation au Myanmar (ex-Birmanie) et vous poser les questions suivantes :

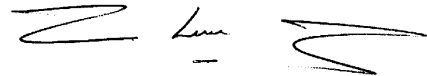
- En octobre 1999, l'Assemblée nationale française publiait le rapport n°1859 de la *Mission d'information sur le rôle des compagnies pétrolières dans la politique internationale et son impact social et environnemental*, lequel constatait " *La situation n'évolue donc pas, la présence d'entreprises étrangères dans un tel contexte est loin d'être souhaitable tant pour l'avenir de la démocratie birmane que pour leur image. La présence du 4ème pétrolier mondial en Birmanie est actuellement dommageable pour l'image de la France comme pour celle de ce groupe dans le monde. Sa taille accroît sa visibilité et sa vulnérabilité aux opérations de boycott.* " : en mars 2005, dans le cadre des procès aux Etats Unis, le partenaire américain de Total sur le chantier de Yadana, UNOCAL, a transigé avec les plaignants birmans victimes du chantier.. Or en France et en Belgique, des procédures judiciaires sont toujours en cours. **En 2005, est-il encore temps d'envisager le retrait ou le gel des activités au Myanmar (ex-Birmanie) et comment TOTAL peut résoudre le « dilemme » de sa présence en Birmanie ?**
- Le 21 novembre 2003, lors d'une visite à Rangoun, Christophe de Margerie aurait confié au Premier ministre Khin Nyunt, selon Jean du Rusquec : "*Nous avons pris connaissance avec beaucoup d'intérêt de la "feuille de route" et nous souhaitons que son application intervienne le plus rapidement possible*", avec "*inclusion de Mme Suu Kyi dans le processus*" (*Le Monde* - 5 janvier 2004). Depuis, le prix Nobel de la Paix est toujours assignée à résidence, la Convention nationale a été suspendue à deux reprises, Khin Nyunt a été limogé le 19 octobre 2004 et de nombreux représentants des partis démocratiques des minorités nationales ont été arrêtés. L'échec de la transition vers la démocratie promise par le SPDC (le nom du régime birman) témoigne aujourd'hui de la faillite totale de "l'engagement constructif" prôné depuis 1990. Le "dilemme" auquel Total est confronté est en fait une impasse, de par la nature du régime au pouvoir en Birmanie. **La multinationale Total est-elle en mesure de venir en aide aux millions de birmans qui subissent les exactions de l'armée, et quelle est la nature de l'aide apportée par TOTAL aux centaines d'individus qui chaque jour se réfugient dans les camps des pays frontaliers ?**

Toutes les organisations membres de notre collectif ne pouvant participer à l'Assemblée Générale, nous espérons retrouver les réponses à nos questions dans le compte rendu, que vous ne manquerez pas de nous adresser

En vous remerciant par avance. Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président Directeur Général, l'expression de nos salutations distinguées.



Info Birmanie, Ghehiouèche Farid, Président



**Fédération Internationale des Ligues des
Droits de l'Homme, Sidiki Kaba, Président**